

(1)

(N° 121.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1852 — 1853.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 10.

M. DE STEENHAULT, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 6916. | Par pétition datée de Ramezée, le 26 janvier 1853,
Le baron de Vivario propose des modifications à la loi
électorale. — Concl. — Ordre du jour. |
| 2. | 6870. | Par pétition datée de Vaux-sous-Chèvremont, le 20
janvier 1853,
Le sieur Grosjean soumet à la Chambre diverses ques-
tions relatives à l'exercice des droits électoraux, et de-
mande que les élections communales à Vaux-sous-Chèvre-
mont ne se fassent plus dans la maison du bourgmestre,
qu'il soit interdit aux membres des administrations com-
munales, appelés à remplir les fonctions de scrutateurs,
de se transformer en courtiers électoraux, que tout can-
didat au siège vacant de conseiller communal puisse as-
sister aux opérations électORALES, et qu'une loi fixe le délai
endéans lequel il doit être pourvu à la nomination des
places vacantes de conseillers communaux. — Concl. —
Ordre du jour. |
| 3. | 6919. | Par pétition datée de Bruxelles, le 18 janvier 1853,
Des négociants à Bruxelles demandent une loi qui
règle l'exercice du droit de préemption accordé à la
douane. — Concl. — Renvoi au Ministre des Finances. |
| 4. | 6823. | Par pétition datée de Bruxelles, le 10 janvier 1853,
Le sieur Thielens, ancien soldat, demande une grati-
fication. — Concl. — Ordre du jour. |

5. 6785. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 décembre 1852,
Le sieur Diels, ancien militaire, affligé d'une ophthalmie qu'il a contractée au service, prie la Chambre de lui faire obtenir une pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
6. 6808. Par pétition datée d'Offaing, le 28 décembre 1852,
Le sieur Berdoux, milicien de la levée de 1844, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir son congé définitif. — Concl. — Ordre du jour.
7. 6830. Par pétition datée de Bruxelles, le 17 janvier 1853,
La dame Meert, veuve du sieur Van Nuffel, ancien militaire, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension ou un secours. — Concl. — Ordre du jour.

M. MASCART, 2^{me} rapporteur.

8. 6891. Par pétition datée de Tubise, le 26 décembre 1852,
Les membres de l'administration communale et des habitants de Tubise prient la Chambre d'accorder au sieur Zaman la concession d'un chemin de fer de Tubise à Grammont, avec embranchement sur Braine-le-Comte. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
9. 6674. Par pétition datée de Bruxelles, le 23 janvier 1853,
Le sieur Jeslein réclame l'intervention de la Chambre pour que l'instruction extra-judiciaire qui a été ordonnée contre lui soit terminée au plus tôt, et pour qu'on arrête la poursuite dont il est l'objet. — Concl. — Ordre du jour.
10. 6853. Par pétition datée de Verviers, le 18 janvier 1853,
Le sieur Clermont présente des observations sur l'état des rapports commerciaux de la Belgique avec la France, et sur les droits d'entrée qui frappent les tissus de laine, de soie, les tresses et chapeaux de paille, les cardes, la peausserie, les vins, la carrosserie. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.
11. 6767. Par pétition datée de Liège, le 16 décembre 1852,
Le sieur Pasque demande que la pension dont jouissent quelques décorés de la croix de fer soit portée au taux de 250 francs, et fait hommage à la Chambre de deux exemplaires de la 1^{re} partie de son tableau synoptique du pays et de la principauté de Liège, et de son souvenir de la victoire remportée à St^e-Walburge, le 30 septembre 1830. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

12. 6761. Par pétition datée de Houtain, le 18 décembre 1852,
Le sieur Deprez, instituteur communal à Houtain, demande que le Gouvernement fasse parvenir aux communes les subsides accordés pour l'instruction primaire, et qu'il mette à l'avenir les administrations communales à même d'exécuter l'arrêté royal du 18 mai 1849, qui leur enjoint de payer trimestriellement leurs instituteurs. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
13. 6769. Par pétition sans date .
Le sieur Barbiaux, instituteur communal à Villers-la-Ville, demande l'exécution de l'arrêté royal du 18 mai 1849, qui prescrit aux communes de payer les instituteurs par trimestre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
14. 6787. Par pétition datée de Tilly, le 22 décembre 1852. .
Le sieur Givron, instituteur communal à Tilly, prie la Chambre de lui faire payer le subside qui lui a été accordé pour l'année 1851, et celui qu'il doit recevoir pour l'année courante. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
15. 6806. Par pétition datée de Vieux-Genappe, le 9 janvier 1853,
Le sieur Lejeune demande le payement des termes arriérés de son traitement d'instituteur communal et l'exécution de l'arrêté royal du 18 mai 1849, portant que les instituteurs seront payés par trimestre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. JACQUES, 3^{me} rapporteur.

16. 6913. Par pétition datée de St-Waast, le 27 janvier 1853,
Les sieurs Warocqué, Dequanter, de la Roche et autres membres du comité houiller du centre, présentent des observations contre la fusion qui vient de s'opérer entre la société Wyckerslooth et le sieur de Rotschild et la Société Générale, au sujet du chemin de fer du centre à Erquelines. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi relatif au chemin de fer de Manage à Erquelines.
17. 6876. Par pétition datée de Zoerleparwys, le 20 janvier 1853,
6866. L'administration communale de Zoerleparwys prie la
6829. Chambre d'accorder à la société Riche-Restiau la con-
6846. cession d'un chemin de fer d'Arschot à Turnhout par Hersselt, Westerloo, Tongerlo, Gheel et Casterlé.

Même demande des administrations communales de Tongerlo, Casterlé, Westerloo, Veerle, Gheel et des sieurs Lommelaers, Custers et autres propriétaires de la Campine. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

18. 6928. Par pétition datée de Louvain, le 21 janvier 1853,
Le conseil communal de Louvain prie la Chambre d'accorder à la société Riche-Restiau la concession d'un chemin de fer dit *de la Campine*. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
19. 6860. Par pétition datée de Thielt, le 15 janvier 1853,
6882. Le conseil communal de Thielt, arrondissement de Louvain, demande la construction d'un chemin de fer direct entre Diest et Louvain.
Même demande des conseils communaux de Lubbeek, Meensel-Kieseghem, Winghe-St-Georges, Binckom, Molenbeek-Wersbeek, Waenrode, Becquevort, Caggevinne-Assent et Diest. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
20. 6865. Par pétition datée de Montaigu, le 17 janvier 1853,
L'administration communale de Montaigu prie la Chambre d'accorder à la compagnie Beeckman la concession d'un chemin de fer de Louvain à Diest par Aerschot, à condition que cette ligne traverse la commune de Montaigu. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
21. 6826. Par pétition datée de Berg, le 27 décembre 1852,
Le conseil communal de Berg demande que le Gouvernement soit autorisé à concéder l'embranchement du chemin de fer de Tongres vers Ans ou Fexhe, avec la garantie stipulée par la loi, et à se charger de l'exploitation et de l'entretien de cette voie, moyennant la moitié du produit de la recette brute. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
22. 6859. Par pétition datée de Péruwelz, le 19 janvier 1853,
Le conseil communal de Péruwelz prie la Chambre d'accorder la concession d'un chemin de fer de St-Ghislain à Tournay par Péruwelz. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
23. 6814. Par pétition datée de Lierneux, le 14 décembre 1852,
Le conseil communal de Lierneux présente des observations contre l'interprétation donnée par le Gouverne-

ment aux articles 20 et 23 de la loi sur l'enseignement primaire, et prie la Chambre de modifier ces articles s'ils ne peuvent recevoir une autre interprétation. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

24. 6678. Par pétition datée de Jodoigne, le 2 décembre 1852.
Quelques habitants de Jodoigne demandent une loi sur le commerce de la poudre à tirer. — Concl. — Ordre du jour.
25. 6697. Par pétition datée d'Étichove, le 25 novembre 1852,
Le conseil communal d'Étichove demande la révision des lois sur le domicile de secours et l'entretien des indigents. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
26. 6711. Par pétition sans date,
Le conseil communal d'Ellezelles demande un subside pour l'aider à payer les frais d'entretien des indigents de cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
27. 6715. Par pétition datée de Jauche, le 7 décembre 1852,
Le sieur Levavasseur, ancien employé des douanes, demande une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
28. 6716. Par pétition datée de Hasselt, le 8 décembre 1852,
Le sieur Kuhn, gendarme pensionné, réclame l'intervention de la Chambre pour lui faire obtenir le payement de ce qui lui est resté dû sur sa masse de réserve et de fourrages de l'ancienne maréchaussée du Limbourg. — Concl. — Ordre du jour.
29. 6756. Par pétition datée de Philippeville, le 25 septembre 1852,
L'administration communale de Philippeville demande que le Gouvernement établisse, dans les bâtiments militaires de cette ville, des institutions publiques, et entre autres un dépôt de mendicité, en compensation des pertes que la ville doit éprouver par suite du démantèlement de la place, et qu'il soit autorisé à faire à cette commune abandon des terrains militaires. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et de la Justice.
30. 6917. Par pétition datée de Philippeville, le 25 janvier 1853,
Des habitants de Philippeville demandent une loi qui cède à cette ville les terrains occupés actuellement par les fortifications de la place, et qui autorise la création d'un

dépôt de mendicité. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et de la Justice.

31. 6844. Par pétition datée de Philippeville, le 14 janvier 1853,
Le conseil communal de Philippeville prie la Chambre d'autoriser le Gouvernement à concéder à cette ville les terrains des fortifications de la place. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
32. 6918. Par pétition sans date,
Plusieurs habitants de Philippeville présentent des observations relatives au démantèlement de cette place. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

M. VANDERDONCKT, 4^{me} rapporteur.

33. 6849. Par pétition datée de Gand, le 18 janvier 1853,
Le sieur Motte-Scheiris demande qu'il soit pris des mesures pour empêcher la vente publique et à vil prix de marchandises neuves, et présente des observations au sujet d'un traité de commerce à négocier avec la France. — Concl. — Ordre du jour.
34. 6850. Par pétition datée de La Roche, le 17 janvier 1853,
Le sieur Deleuze, pharmacien à La Roche, demande une loi qui assimile les pharmacies des campagnes à celles des villes, et qui interdise aux médecins la vente des médicaments. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
35. 6809. Par pétition datée de Leysele, le 21 juin 1852,
Des habitants de Leysele demandent que le sieur Warlop, leur artiste vétérinaire, puisse continuer à exercer son art. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
36. 6781. Par pétition datée de Nukerke, le 17 décembre 1852,
L'administration communale de Nukerke demande une diminution des frais d'entretien des indigents dans les établissements publics. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice, avec demande d'explications.
37. 6862. Par pétition datée de Maerke-Kerkhem, le 27 décembre 1852,
Les membres de l'administration communale de Maerke-Kerkhem demandent qu'il soit interdit aux hospices de recevoir des indigents, sans un ordre du Gouverneur de la province ou l'assentiment des administrations communales, et que ces établissements ne puissent réclamer des

communes que les frais d'entretien. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice, avec demande d'explications.

38. 6833. Par pétition datée d'Escornaix, le 18 décembre 1852,
Les membres du conseil communal d'Escornaix demandent qu'il soit interdit aux hospices de recevoir des indigents sans l'assentiment des administrations communales, et que ces établissements ne puissent réclamer des communes que les frais d'entretien. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice, avec demande d'explications.

M. ORBAN, 3^e rapporteur.

39. 6952. Par pétition datée de Seraing, le 29 janvier 1853,
6868. Le sieur Iweins, commissaire de police à Seraing, demande une indemnité du chef de ses fonctions de ministère public près le tribunal de simple police du canton.
Même demande du sieur Bartholomé, commissaire de police de la commune de Boussu. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

40. 6892. Par pétition datée de Liège, le 18 janvier 1853,
Les sieurs Behr et Delmarmol, président et secrétaire du comité des charbonnages liégeois, présentent des observations contre l'application multiple des frais fixes, faite par l'administration des chemins de fer de l'État, aux transports destinés à parcourir plusieurs fois des lignes de l'État et des lignes concédées, et contre la rigidité des clauses insérées dans les cahiers des charges adoptés par l'État, en matière d'adjudication publique, notamment contre la garantie de trois années, exigée des contractants. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

41. 6910. Par pétition datée de Bruxelles, le 25 janvier 1853,
Le sieur Delesalle réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement du coût de la patente de marchand déballant, qu'on l'a obligé à prendre, et une décision sur le point de savoir jusqu'où s'étendent les droits que lui accorde la patente de marchand ambulant, vendant de la bijouterie transportée en boîtes ou en cassettes. — Concl. — Ordre du jour.

42. 6831. Par pétition datée de Paris, le 28 décembre 1852,
Le sieur Vattermare, agent des échanges internationaux, propose des mesures pour faciliter et régulariser

le système d'échange. — Concl. — Renvoi au bureau de la Chambre et au Ministre de l'Intérieur, avec demande d'explications.

43. 6832. Par pétition datée de Liège, le 27 décembre 1852,
Le sieur Antoine-Léonard Notermans, maréchal-fer-
rant à la 1^{re} compagnie de la division du train d'artillerie,
à Liège, demande de pouvoir effectuer le paiement du
droit auquel est assujettie la naturalisation qu'il a deman-
dée, au moyen de sommes versées mensuellement ou
trimestriellement, à provenir, soit de la retenue intégrale
de sa solde journalière et de sa masse d'habillement, soit
de l'indemnité fixée pour la ferrure des chevaux, ou au
moyen de telles mesures analogues qui seraient proposées
par le Département de la Guerre. — Concl. — Renvoi au
Ministre de la Guerre.
44. 6788. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 décembre 1852,
Le sieur Pieters demande que la propriété littéraire des
auteurs de livres classiques soit garantie comme toute
autre propriété, ou bien qu'il soit accordé aux auteurs
de ces productions littéraires une indemnité à charge du
trésor. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
45. 6908. Par pétition datée de Namur, le 25 janvier 1853,
Le sieur Bisso, lieutenant pensionné, prie la Chambre
de le comprendre dans la disposition exceptionnelle qui
serait proposée en faveur des officiers étrangers non po-
lonais. — Concl. — Ordre du jour.
46. 6915. Par pétition sans date,
Le sieur Leclair se plaint d'avoir été incarcéré sans
motif, au mois de février 1852.
Même plainte du sieur Van Gansen. — Concl. — Ordre
du jour.
47. 6929. Par pétition datée de Vilvorde, le 27 janvier 1853,
Le sieur De Mat prie la Chambre d'autoriser le Dépar-
tement des Travaux publics à traiter avec lui pour
l'exploitation d'un procédé tendant à diminuer les acci-
dents sur les chemins de fer. — Concl. — Dépôt au bu-
reau des renseignements.
-